

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Épiphane

Code géographique : 12030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicolas Dionne, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Épiphane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-25 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Épiphane, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Épiphane au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Épiphane inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 14, 15, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no 113347

DATE 2014-04-25

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

s/o

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	871 004	886 369	886 369	879 118
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 753	10 695	10 695	10 695
Quotes-parts	3				
Transferts	4	310 849	323 878	323 878	411 517
Services rendus	5	86 438	129 435	129 435	90 751
Imposition de droits	6	16 650	29 045	29 045	13 179
Amendes et pénalités	7	4 500	4 727	4 727	6 258
Intérêts	8	4 500	13 987	13 987	10 514
Autres revenus	9	2 000	29 328	29 328	4 400
	10	1 306 694	1 427 464	1 427 464	1 426 432
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13	1 323 375	176 662	176 662	15 416
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15				3 300
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17	1 323 375	176 662	176 662	18 716
	18	2 630 069	1 604 126	1 604 126	1 445 148
Charges					
Administration générale	19	273 770	274 447	6 461	259 168
Sécurité publique	20	120 860	114 059	7 639	110 700
Transport	21	496 545	511 596	101 374	547 772
Hygiène du milieu	22	156 204	135 671	94 834	217 368
Santé et bien-être	23	7 800	6 425	6 425	7 178
Aménagement, urbanisme et développement	24	54 490	52 419	2 373	62 319
Loisirs et culture	25	128 075	112 670	14 315	125 393
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	6 725	7 119	7 119	7 166
Amortissement des immobilisations	28	208 294	226 996	(226 996)	
	29	1 452 763	1 441 402		1 337 064
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 177 306	162 724	162 724	108 084

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 177 306	162 724	108 084
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 323 375 ) (	176 662 ) (	18 716)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(146 069)	(13 938)	89 368
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	208 294	226 996	206 361
Produit de cession	5	1 200	1 500	
(Gain) perte sur cession	6		(1 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	209 494	226 996	206 361
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	44 760 ) (	38 977 ) (	29 774)
	18	(44 760)	(38 977)	(29 774)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	39 100 ) (	95 597 ) (	178 899)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	24 775	(9 750)	(9 750)
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 340)	(4 190)	(4 310)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(18 665)	(109 537)	(192 959)
	26	146 069	78 482	(16 372)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		64 544	72 996

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 323 375	176 662	18 716
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	10 300)	6 655))
Sécurité publique	3 (	17 900)	2 475)	4 093)
Transport	4 (	64 814)	204 442)	124 008)
Hygiène du milieu	5 (	2 115 183)	111 037)	65 621)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	)	)	3 893)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	2 208 197)	324 609)	197 615)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	820 722	52 350	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	39 100	95 597	178 899
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	25 000		
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	64 100	95 597	178 899
	19	(1 323 375)	(176 662)	(18 716)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	394 116	397 782	351 349
Charges sociales	2	77 530	68 877	67 194
Biens et services	3	670 357	611 774	569 009
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	6 025	6 375	5 709
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	700	744	1 457
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	95 741	82 728	83 395
Autres	10			
Autres organismes	11		22 530	21 708
Amortissement des immobilisations	12	208 294	226 996	206 361
Autres				
- Autres	13		23 596	30 882
-	14			
-	15			
	16	1 452 763	1 441 402	1 337 064

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	871 004	886 369	879 118
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 753	10 695	10 695
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 634 224	500 540	426 933
Services rendus	5	86 438	129 435	90 751
Imposition de droits	6	16 650	29 045	13 179
Amendes et pénalités	7	4 500	4 727	6 258
Intérêts	8	4 500	13 987	10 514
Autres revenus	9	2 000	29 328	7 700
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 630 069	1 604 126	1 445 148
Charges				
Administration générale	12	279 884	280 908	259 168
Sécurité publique	13	127 422	121 698	110 700
Transport	14	589 226	612 970	547 772
Hygiène du milieu	15	242 990	230 505	217 368
Santé et bien-être	16	7 800	6 425	7 178
Aménagement, urbanisme et développement	17	56 862	54 792	62 319
Loisirs et culture	18	141 854	126 985	125 393
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	6 725	7 119	7 166
	21	1 452 763	1 441 402	1 337 064
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 177 306	162 724	108 084
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 432 702	3 324 618
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 432 702	3 324 618
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		3 595 426	3 432 702

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 177 306	162 724	108 084
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 208 197 ) (	324 609 ) (	197 615)
Produit de cession	3	1 200	1 500	
Amortissement	4	208 294	226 996	206 361
(Gain) perte sur cession	5		(1 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 998 703)	(97 613)	8 746
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		70	9 571
Variation des autres actifs non financiers	10		13 303	11 286
	11		13 373	20 857
	12	(821 397)	78 484	137 687
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(821 397)	78 484	137 687
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		197 797	60 110
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		197 797	60 110
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		276 281	197 797

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 201 809	111 377
Placements temporaires	2 326 610	521 996
Débiteurs (note 5)	3 243 282	200 648
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 771 701	834 021
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 86 016	80 347
Revenus reportés (note 12)	13 284 988	429 334
Dette à long terme (note 13)	14 124 416	126 543
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 495 420	636 224
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 276 281	197 797
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 3 246 155	3 148 542
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 17 375	17 445
Autres actifs non financiers (note 17)	21 55 615	68 918
	22 3 319 145	3 234 905
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 3 595 426	3 432 702

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	162 724	108 084
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	226 996	206 361
Autres			
- Gain cession immo	3	(1 500)	
-	4		
	5	388 220	314 445
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(42 634)	(65 977)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	5 669	(67 332)
Revenus reportés	9	(144 346)	159 810
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	70	9 571
Autres actifs non financiers	13	13 303	11 286
	14	220 282	361 803
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(324 609)	(197 615)
Produit de cession	16	1 500	
	17	(323 109)	(197 615)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	195 386	(27 274)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	195 386	(27 274)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	52 350	
Remboursement de la dette à long terme	24	(54 477)	(44 674)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 127)	(44 674)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	90 432	92 240
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	111 377	19 137
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	201 809	111 377

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Épiphanie est constituée et régie en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5 % à 10 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	76 610
Placements à long terme	3	71 998
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	62 611
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	96 332
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	12 792
Organismes municipaux	8	26 651
Autres		
- Éoliennes, mutations, autres	9	37 151
- Intérêts	10	7 745
	11	243 282
		200 648
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	15 500
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	15 500
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 5 977	5 729
Régimes de retraite des élus municipaux	32 83	
	33 6 060	5 729

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Municipalité dispose d'une facilité de crédit, d'un montant autorisé de 140 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 49 074	47 127
Salaires et avantages sociaux	38 25 216	24 999
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Organismes municipaux	42 1 101	
- OMH	43 7 935	8 221
- Frais courus	44 2 690	
-	45	
-	46	
	47 86 016	80 347

Note

12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 935	379
Transferts	49	17 310
Autres		
- TECQ	50 162 229	315 431
- Droit carrière, autres	51 121 824	96 214
	52 284 988	429 334

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	4,80	4,80	2013	2013	53		15 500
Obligations et billets en monnaies étrangères						54	
Gains (pertes) de change reportés						55	
						56	
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises						57	
Organismes municipaux						58	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,45	4,45	2015	2015	59	79 917	111 043
Autres	4,96	4,96	2018	2018	60	44 499	
					61	124 416	126 543
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	() ()	
					63	124 416	126 543

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2013
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres				
2014	64	72	80	35 144	89	9 858	97	45 002
2015	65	73	81	48 781	90	10 358	98	59 139
2016	66	74	82		91	10 884	99	10 884
2017	67	75	83		92	11 436	100	11 436
2018	68	76	84		93	1 963	101	1 963
2019 et +	69	77	85		94		102	
	70	78	86	83 925	95	44 499	103	128 424
Intérêts et frais accessoires			87	(4 008)			104	(4 008)
	71	79	88	79 917	96	44 499	105	124 416

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité		106
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes		107
Autres		108
		109

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	138	165	192	
Eaux usées	111	139	166	193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 105 824	140 136 671	167 194	2 242 495
Autres	113	3 343 691	141 10 601	168 195	3 354 292
Réseau d'électricité	114		142 169	196	
Bâtiments	115	593 306		143 170	593 306
Améliorations locatives	116			144 171	198
Véhicules	117	688 923	145 65 774	172 24 686	199 730 011
Ameublement et équipement de bureau	118	106 758	146 6 655	173 200	113 413
Machinerie, outillage et équipement divers	119	710 328	147 2 475	174 201	712 803
Terrains	120	6 568	148 175	202	6 568
Autres	121		149 176	203	
	122	<u>7 555 398</u>	150 <u>222 176</u>	177 <u>24 686</u>	204 <u>7 752 888</u>
Immobilisations en cours	123	<u>102 575</u>	151 <u>102 433</u>	178 205	<u>205 008</u>
	124	<u>7 657 973</u>	152 <u>324 609</u>	179 <u>24 686</u>	206 <u>7 957 896</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125		153 180	207	
Eaux usées	126		154 181	208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	896 896	155 57 120	182 209	954 016
Autres	128	2 279 833	156 89 251	183 210	2 369 084
Réseau d'électricité	129		157 184	211	
Bâtiments	130	345 475	158 14 770	185 212	360 245
Améliorations locatives	131		159 186	213	
Véhicules	132	303 718	160 33 898	187 24 686	214 312 930
Ameublement et équipement de bureau	133	88 551	161 5 200	188 215	93 751
Machinerie, outillage et équipement divers	134	594 958	162 26 757	189 216	621 715
Autres	135		163 190	217	
	136	<u>4 509 431</u>	164 <u>226 996</u>	191 <u>24 686</u>	218 <u>4 711 741</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>3 148 542</u>		219	<u>3 246 155</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220	223	225	227	
Amortissement cumulé	221 (	) 224 (	) 226 (	) 228 (
Valeur comptable nette	222			229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	55 615	68 918
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	55 615	68 918

Note**18. Obligations contractuelles**

CONTRATS

La Municipalité s'est engagée par contrat d'une durée de deux ans pour la location d'un équipement. Le montant minimum à payer suivant ce contrat se chiffre à 17 232 \$. Les paiements minimums au cours des prochains exercices sont les suivants :

2014 - 10 340 \$
2015 - 6 892 \$

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

La Municipalité s'est engagée à assumer 10 % du déficit annuel de l'Office Municipal d'Habitation de la Municipalité de Saint-Épiphane. Tout montant que la Municipalité pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S/O

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 324 262	285 233
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 149 425	109 970
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 3 121 739	3 037 499
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 3 595 426	3 432 702

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Budget 2014	8 50 515	
- Budget 2013 - immo	9	25 000
- Appareils respiratoires	10 12 500	6 250
- Caméra thermique	11 4 000	2 000
- Système téléphonique	12 3 000	1 500
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 70 015	34 750

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

- Eau	22 29 410	25 220
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 29 410	25 220

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 50 000	50 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 50 000	50 000
	39 149 425	109 970

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () (
	52 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 () (
	55	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	3 246 155
Propriétés destinées à la revente	57	3 148 542
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	3 246 155
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	124 416
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	126 543
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (
	66	124 416
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	111 043
	68	124 416
	69	3 121 739
	69	3 037 499

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	_____	_____	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	
	_____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié : Les employés contribuent à raison de 2 % à 5 % du salaire et l'employeur contribue à raison de 2 % à 7 % du salaire.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>5 977</u>	<u>5 729</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>25</u>	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>83</u>	
98	<u>83</u>	

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	124 416
---------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	124 416
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	124 416
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	279 420
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	403 836
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	403 836
---	----	---------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	710 102	725 753	723 638
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	710 102	725 753	723 638
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	83 601	83 352	81 928
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	70 761	70 405	66 810
Autres				
-Surplus compteur eau	14	2 200	2 669	2 432
-Taxe spéciale eau	15	4 340	4 190	4 310
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	160 902	160 616	155 480
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	160 902	160 616	155 480
	26	871 004	886 369	879 118

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 91	91	91
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 57	57	57
	31 148	148	148
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 9 105	9 105	9 105
	35 9 105	9 105	9 105
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 9 253	9 253	9 253
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 1 500	1 442	1 442
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 1 500	1 442	1 442
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 10 753	10 695	10 695

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		442
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	151 139	92 493
Enlèvement de la neige	58		60 456
Autres	59	14 810	26 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		24 769
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	21 500	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82	3 250	12 161
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	187 449	241 932

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	74 229	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	958 375	7 802
Réseau de distribution de l'eau potable	107		5 063
Traitement des eaux usées	108	365 000	94 631
Réseaux d'égout	109		10 353
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	1 323 375	176 662
			15 416

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	69 400	69 450	127 082
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	54 000	55 460	42 503
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	123 400	124 910	169 585
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 634 224	500 540	426 933

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013		Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	300	1 297	247
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	300	1 297	247
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité				
	180			
	181	300	1 297	247

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 550	3 461	2 666
Sécurité publique	183		11 089	
Transport				
Réseau routier	184	60 483	91 589	63 469
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	1 655	690	1 911
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	21 450	21 309	22 458
Réseau d'électricité	194			
	195	86 138	128 138	90 504
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	86 438	129 435	90 751
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 400	11 949	1 665
Droits de mutation immobilière	198	10 000	17 096	11 514
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000		
Autres	200	250		
	201	16 650	29 045	13 179
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 500	4 727	6 258
INTÉRÊTS	203	4 500	13 987	10 514
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		1 500	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			3 300
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	2 000	27 828	4 400
	211	2 000	29 328	7 700

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	34 613	32 405	32 405	28 064
Application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	204 233	206 132	6 461	212 593
Greffes	4	7 400	8 386		8 386
Évaluation	5	27 524	27 524		27 524
Gestion du personnel	6				
Autres	7				
	8	273 770	274 447	6 461	280 908
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	42 376	41 602		40 417
Sécurité incendie	10	76 204	69 773	7 639	69 570
Sécurité civile	11				
Autres	12	2 280	2 684		713
	13	120 860	114 059	7 639	121 698
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	204 630	220 309	87 062	307 371
Enlèvement de la neige	15	266 421	279 787	14 312	294 099
Éclairage des rues	16	8 600	7 575		7 575
Circulation et stationnement	17	15 000	2 031		2 031
Transport collectif					
Transport en commun	18	1 894	1 894		1 794
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	496 545	511 596	101 374	612 970
					547 772

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	22 717	17 663	17 663	10 897
Réseau de distribution de l'eau potable	24	22 352	18 648	108 478	107 946
Traitement des eaux usées	25	35 220	27 073	4 814	25 927
Réseaux d'égout	26	4 500	3 391	190	6 518
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	35 592	34 853	34 853	33 157
Élimination	28	31 469	30 457	30 457	29 273
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	4 354	3 586	3 586	3 650
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs					
Autres	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	156 204	135 671	94 834	217 368
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	7 800	5 425	5 425	7 000
Sécurité du revenu	42				
Autres	43		1 000	1 000	178
	44	7 800	6 425	6 425	7 178
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	21 355	17 313	2 373	24 415
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux					
Autres biens	46				
Promotion et développement économique	47				
Industries et commerces	48		3 701	3 701	3 831
Tourisme	49	4 633	11 867	11 867	20 509
Autres	50	28 502	19 538	19 538	13 564
Autres	51				
	52	54 490	52 419	2 373	62 319

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	50 557	62 358	62 358	60 722
Patinoires intérieures et extérieures	54	34 105	23 267	23 267	26 074
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	11 840	8 549	8 549	8 656
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	17 885	4 465	14 315	17 482
	60	114 387	98 639	14 315	112 934
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	13 688	12 416	12 416	11 099
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63		1 615	1 615	1 360
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	13 688	14 031	14 031	12 459
	67	128 075	112 670	14 315	126 985
					125 393
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	6 725	7 119	7 119	7 166
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	6 725	7 119	7 119	7 166
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	208 294	226 996	226 996	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Saint-Épiphane (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no 113347

DATE 2014-04-25

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		886 369
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		886 369

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	886 369
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>886 369</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>886 369</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>47 013 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>47 163 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>47 088 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>886 369</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>47 088 550</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 8 | 8 | 2 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 750 183	16 405	50 207
Usines de traitement de l'eau potable	2			5 063
Usines et bassins d'épuration	3	365 000	94 632	10 352
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 400	138 668	122 001
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 500		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			1 337
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	53 914	65 774	
Ameublement et équipement de bureau	18	10 300	6 655	4 562
Machinerie, outillage et équipement divers	19	17 900	2 475	4 093
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 208 197	324 609	197 615

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			5 063
Usines et bassins d'épuration	25		94 632	10 352
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		138 668	122 001
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		16 405	50 207
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		74 904	9 992
	34		324 609	197 615

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	15 500		15 500	
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	111 043		31 126	79 917
Autres	6		52 350	7 851	44 499
	7	126 543	52 350	54 477	124 416
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	111 043	52 350	38 977	124 416
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	111 043	52 350	38 977	124 416
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	15 500		15 500	
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	15 500		15 500	
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	15 500		15 500	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	15 500		15 500	
	26	126 543	52 350	54 477	124 416
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	126 543	52 350	54 477	124 416

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	27 524	27 524	28 645
Autres	3	8 614	8 614	8 706
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	21 011	11 011	11 693
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	195	195	203
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	5 458	5 458	4 981
Cours d'eau	13		687	444
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 510	14 810	15 492
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 633	4 633	4 786
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	4 963	4 963	4 448
Activités culturelles	23	4 833	4 833	3 997
Réseau d'électricité				
	24			
	25	95 741	82 728	83 395

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Cadres et contremaîtres	1,00	35,00	49 865	11 705	61 570
Professionnels					
2 Cols blancs	2,00	40,00	58 154	12 549	70 703
4 Cols bleus	9,00	40,00	250 342	42 426	292 768
5 Policiers					
6 Pompiers	16,00	5,00	18 489	444	18 933
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
7					
8	28,00		376 850	67 124	443 974
9	7,00		20 932	1 753	22 685
10	35,00		397 782	68 877	466 659

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec		Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada
Transport en commun			
Eau et égout			
11 Approvisionnement et traitement de l'eau potable		7 802	7 802
12 Réseau de distribution de l'eau potable			
13 Traitement des eaux usées		94 631	94 631
14 Réseaux d'égout			
15 Autres		74 229	398 107
16		323 878	
17		176 662	500 540

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1	27	53	79	105	131
Évaluation	2	27 524	54	80	106	132
Autres	3	246 923	55	81	107	133
	4	274 447	56	82	108	134
Sécurité publique						
Police	5	41 602	57	83	109	135
Sécurité incendie	6	69 773	58	84	110	136
Sécurité civile	7		59	85	111	137
Autres	8	2 684	60	86	112	138
	9	114 059	61	87	113	139
Transport						
Réseau routier						
Voie municipale	10	220 309	62	88	114	140
Enlèvement de la neige	11	279 787	63	89	115	141
Autres	12	9 606	64	90	116	142
Transport collectif	13	1 894	65	91	117	143
Autres	14		66	92	118	144
	15	511 596	67	93	119	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	17 663	68	94	120	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	18 648	69	95	121	147
Traitement des eaux usées	18	27 073	70	96	122	148
Réseaux d'égout	19	3 391	71	97	123	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20	65 310	72	98	124	150
Matières recyclables	21	3 586	73	99	125	151
Autres	22		74	100	126	152
Cours d'eau	23		75	101	127	153
Protection de l'environnement	24		76	102	128	154
Autres	25		77	103	129	155
	26	135 671	78	104	130	156
		94 834			690	229 815
					230 505	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	
					284	
					406	
					29 701	
					61 888	
					9 606	
					1 894	
					12 386	
					109 312	
					277 670	2 763
					232 211	4 356
					9 606	
					1 894	
					118	
					91 589	7 119
					521 381	
					17 663	
					108 072	
					31 887	
					3 581	
					65 310	
					3 302	

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157 5 425	172	187	187	5 425	202	217	217	5 425	232
Sécurité du revenu	158	173	188	188		203	218	218		233
Autres	159	174	189	189	1 000	204	219	219	1 000	234
	160	175	190	190	6 425	205	220	220	6 425	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	176	191	191	19 686	206	221	221	19 686	236
Rénovation urbaine	162	177	192	192		207	222	222		237
Promotion et développement économique	163	178	193	193	35 106	208	223	223	35 106	238
Autres	164	179	194	194		209	224	224		239
	165	180	195	195	54 792	210	225	225	54 792	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	181	196	196	112 954	211	226	226	91 645	241
Activités culturelles	167	182	197	197		212	227	227		242
Bibliothèques	168	183	198	198	1 615	213	228	228	1 615	243
Autres	169	184	199	199	126 985	214	229	229	105 676	244
	170	185	200	200		215	230	230		245
Réseau d'électricité										
	171	186	201	201	1 434 283	216	231	231	1 304 848	246
										7 119

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	324 609	197 615
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	324 609	197 615

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	285 233	121 237
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	285 233	121 237
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	64 544	72 996
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	9 750	9 750
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(35 265)	81 250
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	39 029	163 996
Solde à la fin de l'exercice	12	324 262	285 233
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	34 750	116 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	34 750	116 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	35 265	(81 250)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	35 265	(81 250)
Solde à la fin de l'exercice	22	70 015	34 750
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	75 220	70 910
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	75 220	70 910
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 190	4 310
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	4 190	4 310
Solde à la fin de l'exercice	31	79 410	75 220

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51	
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Réserves financières et fonds réservés	54	
	55	
Solde à la fin de l'exercice	56	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57	3 037 499
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	
Solde redressé au début de l'exercice	59	3 037 499
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	60	
Excédent de fonctionnement affecté	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62	84 240
Solde à la fin de l'exercice	63	3 037 499

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>50 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>50 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>50 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de Activités de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 1 | , | 5 | 3 | 7 | 3 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[3] [0] [0] , [0] [0]	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [4] [2] , [5] [2]	\$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6	[] [] [] , [] [] [] []	%
---	-------------------------------	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	19 538	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	134 851	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	10	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 280, rue Bernier
(no) (rue)
Saint-Épiphané G0L 2X0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0052
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-7753
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@saint-epiphane.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Monsieur Nicolas Dionne

Téléphone (418) 862-0052
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-7753
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction-@saint-epiphane.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 107 rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Rivière-du-Loup G5R 4P9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0495
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-0768
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.desrosiers@mallette.ca

Responsable du dossier Christine Desrosiers, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nicolas Dionne , atteste que le rapport financier de Saint-Épiphane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Épiphane consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Épiphane détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 162 724 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,8823 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-23 15:56:15

Date de transmission au Ministère : 2014/05/06

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Épiphanie

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 306 694	1 427 464	1 426 432
Investissement	2	1 323 375	176 662	18 716
	3	2 630 069	1 604 126	1 445 148
Charges				
	4	1 452 763	1 441 402	1 337 064
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 177 306	162 724	108 084
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 323 375 ) (	176 662 ) (	18 716)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(146 069)	(13 938)	89 368
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	208 294	226 996	206 361
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	44 760 ) (	38 977 ) (	29 774)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	39 100 ) (	95 597 ) (	178 899)
Excédent (déficit) accumulé	12	20 435	(13 940)	(14 060)
Autres éléments de conciliation	13	1 200		
	14	146 069	78 482	(16 372)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		64 544	72 996

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	243 282	200 648
Autres	2	528 419	633 373
	3	771 701	834 021
Passifs			
Dette à long terme	4	124 416	126 543
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	371 004	509 681
	7	495 420	636 224
Actifs financiers nets (dette nette)	8	276 281	197 797
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	3 246 155	3 148 542
Autres	10	72 990	86 363
	11	3 319 145	3 234 905
Excédent (déficit) accumulé	12	3 595 426	3 432 702

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	324 262	285 233
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget 2014	14	50 515	
- Budget 2013 - immo	15		25 000
- Appareils respiratoires	16	12 500	6 250
- Caméra thermique	17	4 000	2 000
- Système téléphonique	18	3 000	1 500
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	70 015	34 750
Réserves financières	24	29 410	25 220
Fonds réservés	25	50 000	50 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	3 121 739	3 037 499
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	3 595 426	3 432 702

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	871 004	886 369	879 118
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 753	10 695	10 695
Quotes-parts	3			
Transferts	4	310 849	323 878	411 517
Services rendus	5	86 438	129 435	90 751
Autres	6	27 650	77 087	34 351
	7	1 306 694	1 427 464	1 426 432
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	1 323 375	176 662	15 416
Autres	11			3 300
	12	1 323 375	176 662	18 716
	13	2 630 069	1 604 126	1 445 148

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	27 524	27 524	27 524	28 645
Autres	2	246 246	246 923	253 384	230 523
Sécurité publique					
Police	3	42 376	41 602	41 602	40 417
Sécurité incendie	4	76 204	69 773	77 412	69 570
Autres	5	2 280	2 684	2 684	713
Transport					
Réseau routier	6	494 651	509 702	611 076	545 978
Transport collectif	7	1 894	1 894	1 894	1 794
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	84 789	66 775	161 609	151 288
Matières résiduelles	10	71 415	68 896	68 896	66 080
Autres	11				
Santé et bien-être	12	7 800	6 425	6 425	7 178
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	21 355	17 313	19 686	24 415
Promotion et développement économique	14	33 135	35 106	35 106	37 904
Autres	15				
Loisirs et culture	16	128 075	112 670	126 985	125 393
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	6 725	7 119	7 119	7 166
Amortissement des immobilisations	19	208 294	226 996 (	226 996)	
	20	1 452 763	1 441 402	1 441 402	1 337 064

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3